Initiation au Droit

Mindmaping autour du mot droit

* Loi (votée par le Parlement : - Egalité (traitement judiciaire de

les députés et les sénateurs, élus, égale pour tous)

représentants du peuple. - Légitimité (approche morale,

 mais question morale ne rentre

Droit

* Code (ensemble de lois. Ex : pas dans le droit)

code de la route, code civil…) - Droit privé / droit public

* Constitution (mère de tous

Les textes de loi)

* Juridictions : - Personne morale (ex : une

 > Juges (appliquent la loi) association) / personne

 > Avocats (utilisent la loi pour physique (un individu)

 défendre leurs clients) -> Justiciables potentiels

* Tribunal (lieu où on rend la - Justice (protéger, organiser la

Justice) société contre les fautes)

* Procès (conflit entre deux parties) - Droit pénal (droit qui sanctionne)
* Comment *fabrique*-t-on le droit ?
* Avec la ***loi***, votée par les représentants du peuple : les ***députés*** et ***sénateurs***
* Avec le ***code***, dans lequel rentre la loi
* Avec la ***constitution***, c'est le texte le plus important du droit
* Quels sont les *acteurs* du droit ?
* Les acteurs se trouvent dans les ***juridictions***. Juridictions > ***juges*** et ***avocats***
* Le ***tribunal*** où on va rendre la justice :

Tribunal de grande instance (TGI. A Lille), cour d'appel (A Douai), tribunal de commerce, prud'homme (tribunal du travail), la cours européenne de justice qui va étudier un conflit qui oppose un citoyen à une justice nationale)…

* ***Procès*** où deux parties opposées vont demander justice
* quel est le *cadre* de cette intervention ?
* ***L’égalité*** : même traitement judiciaire quelle que soit la classe sociale
* ***Droit privé***, ***droit public***
* quel est l'*objet* ?
* ***Personne morale*** et ***personne physique***
* Rendre justice à celui qui a été victime d'une ***faute***
* Ce droit de protection est le ***droit pénal***. Il y aura ***sanction***

Le droit est un mot qui a plusieurs acceptions (sens) : c'est un ensemble de règles juridiques et souvent le mot est employé pour signifier que des particuliers ont des pouvoirs.

Deux adjectifs vont être utilisés :

* Quand on parlera des pouvoirs reconnus aux particuliers, on parlera de ***droits subjectifs***.
* Quand on parlera du droit, ensemble de règles juridiques, on parlera de ***droit objectif*** qui s'adaptera à chaque situation personnelle. La composante du droit objectif, c'est la ***règle de Droit***.

Il existe le **droit de la guerre** qui interdit certaines armes (bactériennes et gaz)

Plan en droit : **titre**, qui se divise en **chapitres** qui se divisent en **sections** qui se divisent en **paragraphes** qui se divisent en **A, B, C** qui se divisent en **1, 2, 3** qui se divisent en **a, b, c** qui se divisent en **alpha, béta, etc**…

1. La règle de droit

Elle présente trois aspects essentiels qui sont le support de toute l'organisation de la société.

1. **Elle est générale**

Elle est ***générale***, elle va s'appliquer à tous ceux qui se trouvent dans une ***situation déterminée*** quelle que soit leur situation personnelle (richesse, statut social..).

* Exemple : le code de la route s'applique de la même manière à tous ceux qui utilisent la route.

Il peut y avoir des ***mesures individuelles*** qui ne concernent que certains d'entre nous.

* Exemple : droit d'enseigner qui est appliqué individuellement au professeur. Notation individuelle aux épreuves à la fac.
1. **Elle est permanente**

Elle ne vieillit pas, elle est éternelle, elle s'applique jusqu'au moment elle est changée ou elle disparaît.

* Exemple : la peine de mort était appliquée jusqu'à ce qu'elle disparaisse en ***1981*** par le ministre de la justice ***Robert Badinter*** « tout condamné à mort aura la tête tranchée ». On la remplace par une autre sanction : la ***réclusion criminelle à perpétuité*** assortie à des peines de prison ***incompressibles*** (période de sûreté illimitée non négociable). La suppression de la peine de mort est dans la constitution. De plus dans la ***convention européenne des droits de l'homme*** elle est interdite donc pour la rétablir il faudrait changer la convention ou partir de l'Europe.
* Autre exemple : pendant très longtemps l’adultère était considérée comme une cause rédhibitoire de divorce, ce n'est plus le cas aujourd'hui.
* Autre exemple : le mariage homosexuel n'est pas autorisé mais peut-être qu'avec un nouveau président elle le sera.
* Autre exemple : loi du ***15 mars 2004*** on a plus le droit en France dans les écoles primaires et secondaires publiques de montrer son appartenance religieuse.
1. **Elle est obligatoire**

Si on ne se soumet pas aux prescriptions de la règle de droit, la société pourra l'appliquer par la force y compris par l'utilisation de ***sanction***.

Ne pas confondre règle de droit et ***règle morale***. La règle morale c'est par exemple dire bonjour, aller à l'office, saluer... et ce n'est pas sanctionnable.

1. Quelles sont les sources de la règle de droit ?
2. **La loi**

Ça n'a pas toujours été le cas mais aujourd'hui c'est la loi au sens générique du terme : ***actes de l'autorité publique***, le ***règlement***, la ***loi***.

Il y a à peu près ***10 500*** lois et ***120 000*** décrets et nous sommes sous l'autorité de ***740*** traités internationaux : c'est la totalité du droit objectif, nous devrions connaître tous les détails de ces lois, traités et décrets. On est le pays qui a le plus de droits.

Quelle est la ***force de la loi***, le domaine d'application de la loi dans l'espace et dans le temps ?

* Dans l'espace, la loi s'applique sur l'ensemble du territoire de la république. Parfois il y peut y avoir des particularismes : la loi française s'est adaptée pour les ***territoires ultramarins*** de l'outre-mer, on a considérée qu'on ne vit pas de la même manière en métropole qu'en outre-mer : le ***RSA*** n'est pas appliqué de la même manière en outre-mer. En ***Alsace***, certains ont le droit de fabriquer leur propre alcool. En ***1801*** il y a le ***concordat*** toujours en vigueur en ***Alsace-Moselle*** : le fait qu'il n'y ait pas de séparation de l'église et de l'état.
* Dans le temps, la loi s'applique depuis son entrée en vigueur jusqu'à son éventuelle ***abrogation***. L'entrée en vigueur d'un texte c'est le moment entre sa ***promulgation*** (publication dans le journal officiel) et le fait qu'elle soit connue suite à cette promulgation ; la loi est applicable après un ***jour franc***.
* Exemple : loi publiée le samedi sera applicable le lundi, pas le dimanche. « Nul n'est censé ignorer la loi ». Site *legifrance* où il y a toutes les lois en vigueur.

Si la loi nouvelle remplace un texte ancien, ***l'article 2 du code civil*** indique « la loi ne dispose que pour l'avenir, elle n’a point d'effet rétroactif ». Ça veut dire que la loi ne revient pas sur le passé, elle s'applique immédiatement pour l'avenir. ***Code pénal 112.1*** « seuls sont punissables les faits constitutifs d'une infraction à la date à laquelle ils ont été commis. Peuvent être prononcées seulement les peines applicables à la même date. »

* Exemple : code de la route : vous brûlez un feu rouge aujourd'hui, la peine est de 4 points, on ne peut pas enlever 5 points si la loi change un jour après.
1. **La coutume**

La coutume n'est pas à confondre avec le ***geste coutumier*** (serrer la main à qqn n'est pas une source de droit).

La coutume peut devenir un droit écrit.

* Exemple : le voile, dans certains pays arabes est devenu un droit.

La coutume est une pratique ***générale***, ***ancienne***, ***des particuliers entre eux*** qui la considèrent comme ***obligatoire***. La loi prend le dessus sur la coutume si la coutume est contraire à la loi.

* Exemples : interdiction de fumer dans les bars. Le bizutage interdit. La polygamie à Mayotte est une coutume religieuse que la loi interdit.

La coutume peut être visée par la loi elle-même, elle est intégrée dans la loi. Tout français apparaît dans le code civil. ***Article 663*** : s’il y a une coutume le code civil ne s'en mêle pas, mais s'il n'y en a pas, le code civil fixe une règle.

Aujourd’hui la coutume est devenue une source résiduelle de droits.

1. **La jurisprudence**

Le ***juge*** créé du droit, il applique le droit mais parfois il oriente car le droit est insuffisant.

La ***jurisprudence*** c'est un ***ensemble de décisions de justice*** rendues dans le même sens sur une question de droit.

Cela signifie que les ***tribunaux*** ont un pouvoir qui ne se limite pas à la simple application du droit dans la mesure où le juge ***interprète*** la règle de droit : il indique ***le sens*** de la règle de droit, ***la portée*** de la règle de droit.

Mais aussi parce que le juge peut devoir traiter un dossier, un ***litige***, une affaire où il n'y a pas de règle de droit applicable et dans ce cas-là on appellera la décision du juge une ***règle prétorienne*,** à cause de l'évolution de la société, plus rapide que le droit.

Le juge doit juger, c'est un rôle indispensable, inévitable, il ne peut se dérober de son rôle de juge et c'est ***l'article 4 du code civil*** qui le dit sinon c’est un ***déni de justice***, c'est un délit.

N'y a-t-il pas un risque d'***anarchie*** vu le nombre de tribunaux ? Il n'y a pas de risque d'anarchie concernant la jurisprudence grâce au ***double degré de juridiction*** qui permet de bâtir une jurisprudence clémente.

Le double degré de juridiction c'est la possibilité qui est donné à tout ***justiciable*** en France de contester une décision du ***juge du premier degré*** par une voie de recours : l***'Appel*** (interjeter appel). Il y a ***35 cours d'appel*** en France, une cours d'appel pour le Nord-Pas-de-Calais à ***Douai***.

Voie de recours exceptionnellement utilisable qui vise à dire que le juge s'est trompé, une fois la voie de secours utilisée : la ***cour de cassation*** (une seule à ***Paris***). En cas de cassation, le jugement n'existe plus et il est à nouveau renvoyé dans une cours d'appel.

Schéma des Institutions :

**Juridictions spécialisées**

(composées de magistrats pro + magistrats issus de la profession concernée)

- Conseil des Prud’hommes : droit du travail

- Tribunal du commerce

- Tribunal paritaire des baux ruraux : conflits entre propriétaires terriens et agriculteurs

- Tribunal de la sécurité sociale

**Cour d’Assises**

(Concerne les crimes – composée de juges et de jurés populaires (sauf quand ça concerne le terrorisme, depuis 1994)

**Tribunal de Grande Instance**

**- 181 en France -**

(litiges de plus de 10 000 € + droit de propriété, de la famille, divorce, adoption, changement de nom…)

**Tribunal correctionnel**

(s’occupe des délits – composé de juges professionnels)

**Tribunal d’Instance**

**- 475 en France -**

(litiges entre 4 000 et 10 000 € + crédits à la consommation jusque 21 500 €)

**Tribunal administratif**

**-**

**42 en France**

**-**

(litiges entre citoyens et administration ou entre deux administrations)

**Tribunal de police**

(s’occupe des contraventions)

**Juges de proximité**

(créés en 2003 pour désengorger les tribunaux -- petits dossiers : litiges de moins de 4 000 € -- ex : caution non remboursée -- pas d’Appel possible, pas de double degré de juridiction)

**Pénales**

(fautes qui causent un désordre public. L’Etat est toujours intéressé)

**Civiles**

(conflits entre personnes, comme divorces, litiges entre voisins…)

**Juridictions judiciaires** (droit privé)

**Juridictions administratives** (droit public)

1. **La doctrine**

C’est l'opinion des ***juristes*** sur un ***sujet d'actualité***. C'est une réflexion. Elle peut influencer ***l'administrateur.***

1. Classification
* Droit privé / droit public :

***Droit privé*** : toutes les règles applicables au particulier : tout ce qui touche à la famille, aux biens, à la propriété, la responsabilité, tout cela fait l'objet du droit privé. C'est le ***droit civil***. Responsabilité : qui est responsable dans certaines situations. Dans le droit privé, il y a également tout ce qui touche au travail : droit du travail, droit commercial, droit social. Puis le ***droit pénal*** c'est un droit privé mais qui fait appel à la puissance publique.

***Droit public*** : c'est tout ce qui touche au fonctionnement à l'organisation du pouvoir public : ***droit constitutionnel***, ***droit administratif***.

* Droit interne / droit international

***Droit interne*** : c'est le ***droit privé*** et le ***droit public*** d'un pays. Ce n'est pas le même selon les pays : peine de mort, polygamie, droit anglo-saxon, droit romain…

***Droit international*** : pour tous les pays, il y a le ***droit européen***, l’Europe ne produit pas de lois mais un ***règlement***, il s'applique tout de suite dans ***le droit national***

* Exemple : dans les aéroports, on doit prendre des toutes petites bouteilles pour les shampoings etc…

Le ***droit de la guerre*** est un droit international. Droit international de l'homme, droit de la mer, etc...

* Droit objectif / droit subjectif

***Droit objectif*** : c'est le ***droit interne*** et le ***droit international***, ça ne nous concerne pas toujours.

***Droit subjectif*** : ce sont les intérêts, les ***droits d'individus*** clairement identifiés juridiquement protégés.

* Droit patrimonial / droit extrapatrimonial (qui sont des droits subjectifs)

***Droit patrimonial*** : droit qui a une valeur en argent, c'est ce qui vaut quelque chose. Lié à la ***propriété*** (appartement, immeuble, terrain, crayon…) et à la **créance**: le créancier est celui qui prête l'argent, le ***débiteur*** celui qui reçoit l'argent et qui donc emprunte.

***Droit extrapatrimonial*** : c'est ce qui ne peut pas se monnayer. Droit de vote, droit à l'image, droit à l'identité, droit à l'adoption, notre corps (don du sang). C'est protégé par les ***lois bioéthiques***.

***29 juillet 1994*** : « la loi assure la primauté de la personne, elle interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. Chacun a droit au respect de son corps, le corps est inviolable, le corps humain, ses éléments et ses produits, ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial. »

Autre loi : le même jour, le ***clonage*** est interdit «  un embryon humain ne peut être conçu ni utilisé à des fins commerciales ou industrielles » loi renforcée le ***6 août 2004*** qui interdit totalement les recherches sur le clonage, la loi fait du clonage un crime contre l’espèce humaine.

***Qui détient ces droits ?***

 → Ils sont détenus par des ***personnes physiques*** (toutes les personnes physiques en France sont porteuses de droits depuis ***1848 : abolition de l'esclavage***. L'esclavage a été aboli une première fois en ***1789*** dans toute la France, puis l'esclavage va être rétabli par ***Napoléon*** dans les colonies par la demande de sa première femme : ***Joséphine de Beauharnais***. Puis décret du ***27 avril 1848***: « toutes les personnes physiques sont des sujets de droits et elles-seules. »

Donc les animaux ou les choses ne sont pas sujets de droits. Mais les animaux peuvent faire objet de protection contre la maltraitance notamment. Certains animaux font l'objet de statut particulier : les chiens « dangereux ».

Les droits des personnes physiques sont valables de la naissance à la mort. ***Un fœtus n'a aucun droit juridique***, il peut être protégé mais n'a pas de droit au sens physique du terme. Le fœtus n'est pas une personne sinon on ne pourrait pas avorter car ce serai commettre un crime. Un fœtus devient une ***personne juridique*** quand le cordon ombilical est coupé.

Il y a des personnes physiques qui ont des droits amoindris : les ***mineurs***, les personnes affaiblies : qui n'ont pas toute leur santé mentale (loi du ***7 mars 2005*** qui précise les droits et devoirs des personnes sous ***tutelles*** ou sous ***curatelle***).

 → ***Personnes morales*** : ce sont des groupements de personnes physiques ou morales qui ont une personnalité juridiquement constatée, distincte de celle de ses membres.

* Exemple : être membre d'une association...

 → ***Personnes morales de droit public*** : ce sont les collectivités territoriales. ***Départements*** (***101*** : ***96*** métropolitains, ***5*** d'outre-mer), ***régions*** (***22*** métropolitaines, 4 d'outre-mer), ***communes*** (***36783*** en France). On en élit les représentants. Etablissements publics territoriaux (lycée, collège, université - établissement publique administratif - etc…) ne sont pas des collectivités territoriales car on ne désigne pas les représentants.

 → ***Personnes morales de droit mixte*** (public et privé) : ***E.P.I.C*** (**E**tablissement **P**ublic à caractère **I**ndustriel et **C**ommercial) : structures publiques qui agissent dans le champ du ***marché***, dans le champ de la ***concurrence***.

* Exemples : SNCF, elle appartient à l'état, RATP, INSEE.

A l'inverse, il y a des sociétés qui appartiennent à l'Etat mais dont l'Etat a vendu une partie : Air France, Total, EDF...

 → ***Personnes morales de droit privé*** :

- Personnes morales à ***but lucratif*** : ***sociétés civiles*** (S.C.P, S.C.I...) et ***sociétés commerciales*** (S.A, S.A.R.L, S.A.S...)

- Personnes morales à ***but non lucratif*** : ***associations*** (certaines ont un statut spécial : association ***d’intérêt général*** : Emmaüs, Restos du Cœur etc... ça permet à ceux qui font des dons de les déduire de leurs impôts), ***congrégations religieuses***, ***ordres disciplinaires*** (médecins, avocats..), ***syndicats professionnels***, ***partis politiques***...

- Personnes morales de ***groupement de bien*** : ***fondations.*** L'Etat va leur reconnaître un statut particulier permanent (Abbé Pierre, La Croix Rouge...)

1. L'originalité du droit constitutionnel

C’est une discipline qui va régir les ***rapports politiques*** soit ***entre les gouvernants*** soit ***entre les gouvernants et les gouvernés***. Le droit constitutionnel va avoir trois objectifs : ***fixer la forme du gouvernement*** (parlementaire, présidentielle...), ***fixer la structure de l'état*** (manière dont l'état est organisé : fédéral...), ***fixer le régime politique en présence*** (régime républicain, monarchique...).

Constitution et État

Chapitre 1 : La notion de constitution

C'est une notion récente, elle relève de l'époque où on a voulu ***limiter les pouvoirs de*** ***l’exécutif***, pour apporter plus de liberté aux citoyens. Elle date du ***Siècle des Lumières***. Un philosophe anglais ***Thomas Hobbes*** a fait un livre sur le risque d'utilisation maximum du pouvoir sur les citoyens (***1651***, Le Léviathan). C'est donc une ***conception libérale*** de la démocratie qui va engager la création de la notion de ***constitution***.

Le droit constitutionnel présente une dualité de méthodes différentes en terme d'études, la première méthode c'est la méthode juridique classique : l'interprétation des règles de droits par ***l’exégèse*** (prendre un texte de droit et l'analyser de manière fidèle) et la deuxième méthode est la méthode des ***sciences politiques***: on va chercher à comprendre la réalité du contexte (historique, politique, économique) dans lequel se situe la règle de droit ; et en permanence on utilisera les deux méthodes pour bien comprendre le sens des règles de droits constitutionnels.

* Exemple : « Le gouvernement détermine la politique de la notion » : si on utilise la première méthode, on parle du 1er ministre mais si on utilise la deuxième méthode, on parle du Président de la république. C'est la deuxième méthode qu'il faut utiliser ici.

La conception libérale a voulu ***limiter l'Etat*** par l'existence d'une constitution pour régler l'exercice du pouvoir et l'existence d'une constitution c'est le ***brevet de bonne conduite pour l'Etat***, c'est le moyen d'organiser les pouvoirs au sein de l'Etat, pour protéger les pouvoirs des citoyens et dans tous les Etats aujourd'hui on retrouve cette logique de constitution. [***Grundgesetz*** : constitution en allemand. Signifie « loi fondamentale »]

**Section I** : Définition matérielle de la constitution

*# 1. Contenu : trois règles*

* ***Anatomie*** du corps politique : on va décrire les organes qui détiennent le pouvoir politique.
* ***Physiologie*** du corps politique : comment ces organes fonctionnent entre eux.
* ***Rapport entre les gouvernants et les gouvernés*** : quels sont les droits des gouvernés par rapport aux gouvernants. Règle très importante car c'est la protection de nos droits.

*# 2. Distinction entre constitution écrite et constitution coutumière*

1. La constitution coutumière

C'est le seul type de constitution qui a longtemps existé. C'est un ***ensemble de lois fondamentales***, reconnues par tous, s'imposant à tous, que personne ne s'imaginait remettre en cause et qui faisait tourner notre fonctionnement notamment autour des règles concertant le trône de France.

* Exemple : une règle qui fait que seuls hommes pouvaient régner en France jusqu'à la ***disparition de la monarchie en 1848*** avec le dernier roi. [Philippe d'Orléans : roi des français et non pas roi de France parce qu'il n'a pas été sacré ; il y a eu des femmes de roi, mais il n'y a jamais eu de reines. D'ailleurs depuis, pas une seule femme n'a régné] C'est la ***loi salique***, qui vient des ***francs saliens*** qui étaient des gaulois, avec ***Clovis***, premier roi de France qui dit que seul un homme peut régner en France.

Le grand pays qui n'a pas de constitution : le ***Royaume-Uni*** où il y a plusieurs textes qui ont valeur constitutionnelle et qui s'imposent en tant que telle. Au R-U, un texte très ancien (***1215***) qui s'appelle en français la ***Grande Charte*** donnée par ***Jean San Terre*** (Magna Carta). En ***1689***, la charte des droits (***Bill of Rights***) c'est la création d'un Parlement anglais qui limite le pouvoir royal. En ***1701***, l'acte d'établissement. En ***1911*** et ***1949***, deux actes du Parlement qui visent à limiter les pouvoirs dans ***la chambre des lords*** vis à vis de ***la chambre des communes***. Tous ces textes forment l'ossature d'une constitution. Ils ne veulent pas un texte unique mais plusieurs textes pour coller aux besoins des citoyens.

1. La constitution écrite

C'est la règle générale. Ce sont des constitutions qui remontent souvent à la période du ***18ème siècle*** où on a vu la démocratie l'emporter sur la monarchie absolue.

**Section II** : Définition organique

L'idée est simple : montrer que la constitution est un texte juridique qui a une valeur différente des autres textes juridiques, c'est un ***texte supérieur***. Comment le prouver ? En constatant que le ***mode d'élaboration*** de la constitution et les ***conditions de sa modification*** sont différentes d'un texte juridique classique. Puis en constatant que ***l'organe qui va adopter la constitution*** est différent de celui qui adopte une loi classique.



Schéma de la hiérarchie des normes :

***Règlements*** : décrets, arrêts, circulaires, etc… pris par le pouvoir ***exécutif*** (il met en œuvre)

***Lois***: par le ***législatif*** (le Parlement)

***Constitution*** : adoptée par le peuple par ***référendum***. Protégée par le ***conseil constitutionnel***.

***Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789)*** : elle n'est pas adoptée par quelqu'un, elle est venue de l'être suprême

*# 1. Constitution souple et constitution rigide*

Une constitution est ***souple*** quand elle peut être modifiée facilement comme une loi (c'est le cas en ***Grande-Bretagne***).
Une constitution est ***rigide*** quand sa modification nécessite une procédure complexe. Aux ***États-Unis***, il faut une ***majorité au Parlement américain*** puis il faut que chaque Etat américain donne son accord. En ***France***, il faut que ***l'Assemblée Nationale*** et le ***Sénat*** votent à la majorité, puis ***référendum*** (que seul le Président de la république peut convoquer) ou sinon on réunit le ***Parlement*** au ***Congrès*** (***577 députés*** et ***348 sénateurs***) qui votent la majorité au ***3/5ème*** (supérieur à 1/2)

*# 2. Le sens de cette distinction entre rigide et souple*

***Rigide*** parce qu'on veut marquer l'histoire du pays : on veut donner de la ***force*** au texte qu'on a donné.

Chapitre 2 : la notion d’État

Notre société se compose de ***niveaux de sociabilité***, c'est à dire chaque individu se trouve simultanément impliqué dans une série de ***relations sociales***, on participe à plusieurs groupes simultanément (université, famille, association, parti politique...). Il peut y avoir des conflits entre ces groupes, par exemple quand on fait partie d'un syndicat et d'une entreprise qui sont en conflit.

***Comment réguler un conflit ?***

Avec la ***société politique*** qui est un niveau de sociabilité, et qui poursuit comme les autres ses propres objectifs et qui essaye de les faire partager. Mais la société politique est un groupe différent des autres parce qu'elle présente une ***organisation qui va englober tous les autres groupes***, tous les autres niveaux de sociabilité et cette sociabilité politique porte le nom d’***État***. On appartient tous à un État. L’état est le seul groupe qui dispose d'un ***pouvoir***, d'un monopole. C'est le ***monopole de la contrainte*** c'est à dire que l’Etat est le seul groupe qui peut ***fixer le cadre de l'activité*** des autres groupes et qui peut ***sanctionner*** par un processus de répression, les atteintes portées par les autres groupes au cadre qu'il a fixé.

* Exemple : une entreprise fixe les règles par rapport au ***code du travail***.

L'Etat est un mot qui a plusieurs sens : c'est une ***communauté humaine***, c'est un ensemble de ***gouvernants*** que l'on va opposer aux ***gouvernés***. C'est aussi une série d'***organes centraux*** que l'on va opposer à des ***organes locaux***.

**Section I** : Définition abstraite de l'Etat

La notion d'Etat est une notion relativement moderne, la période de la ***féodalité*** était une période sans Etat, les ***ducs de Bourgogne*** avaient une organisation opposée au roi de France. L'Etat va apparaître en Europe occidentale vers le ***16/17ème*** siècle et connaîtra son apogée en terme de construction politique au 17ème. Mais le rôle de l'Etat était ***limité*** à l'époque : garantir le respect et le maintien des ***règles de vie commune***, la ***coutume***. C'était un ***Etat gendarme***, chargé de ***compétences régaliennes*** (défense du territoire, sécurité intérieure, justice).

Il faut que l'Etat ait des ressources, lever ***l'impôt.*** La ***gabelle*** : impôt sur le sel. La ***dîme*** : un dixième des productions agricoles.

*# 1. Conditions d'existence de l'Etat*

Trois conditions : un ***territoire***, une ***population***, des ***dirigeants***.

1. Territoire

Le territoire est un espace limité par des ***frontières*** et à l'intérieur des frontières, l'autorité de l'Etat s'exerce. Il se compose d'un espace ***terrestre***, un espace ***aérien***, un espace ***sous-terrain*** et un espace ***maritime*** dans certains cas. Tout ceci fait l'objet de règles.

Territoire maritime : les eaux territoriales s'étendent sur ***12 mile*** c'est à dire ***22 km*** mais l'Etat a le droit d'aller jusqu'à ***200 mile*** c’est-à-dire ***350km***. Ça s'appelle la ***Zone Economique Exclusive***. Sauf si on rencontre le territoire d'un autre Etat, il peut y avoir quelque chose dans les fonds marins : le plateau continental.

***Quelles sont les fonctions du territoire ?***

1. Un cadre de compétence : Le territoire délimite l'exercice de l'autorité de l'Etat et au-delà des frontières, l’Etat n'a plus ni autorité, ni compétence. Des Etats peuvent intervenir sur d'autres Etats (la guerre) : intervention internationale sous ***mandat*** (de l'ONU, de l'OTAN), à la demande d'un état. Dans un cadre précis, des Etats peuvent intervenir.
2. Le fait d'habiter sur un même territoire, ça donne le sentiment d'appartenir à un même groupe.
3. Le territoire est un instrument d'action du pouvoir, un élément de richesse des nations. ***1973***: guerre ***israélo-arabe***. Conséquence : états arabes décident de nationaliser le pétrole.
4. Population

Elle préexiste à l'Etat et prend une ***dimension psychologique*** → c'est un ***élément arithmétique***, la psychologie en complète la richesse et doit aboutir à un ***sentiment d'appartenance*** à la nation. La nation se construit par solidarité (***coupe du monde de 98***), par similitude et aussi par différenciation. On a un passage d'un ***phénomène de population*** à un ***phénomène de nation***, lorsque les gens qui composent la population prennent conscience qu'il y a plus d'affinités qui les rassemblent et qu'il y a des différences qui les séparent des autres nations.

1. Les critères de la nation :

- Les ***considérations raciales***. Idée de hiérarchie entres les races : ***Vicomte de Gobineau*** a écrit sur la hiérarchie entres les races : il y a obligation pour les races supérieurs à éduquer les races inférieures, et c'est un des principaux arguments des ***colonialistes***.

- La ***langue*** : la nation est liée à une langue commune mais il y a des Etats nationaux qui ont plusieurs langues officielles. ***Belgique*** : flamand, français, allemand. ***Suisse*** : roman, français, italien, allemand. D'autres Etats ont la même langue : ***Autriche*** et ***Allemagne***.

- ***Théories organicistes*** : signifie que la nation est un organe, un ***corps vivant*** et les habitants sont les ***cellules*** de ce corps vivant : la nation ne peut vivre sans ses cellules mais réciproquement une cellule isolée de la nation ne peut pas vivre non plus. La société est supérieure à l’individu, ***l’intérêt général*** est supérieur à ***l’intérêt individuel***.

- La notion du ***vivre ensemble*** : il n'y a pas de nation sans volonté de vivre ensemble : ***Ernest Renan*** qui disait que la nation se fonde sur cette volonté du vivre ensemble pour des raisons ***ethniques***, ***linguistiques***, ***religieuses*** mais pour lui le facteur le plus important c'est le facteur ***spirituel***, la volonté de vivre en commun, la volonté d'adhérer à un ***mode de vie***, et de pensée identique pour aboutir à la ***conscience nationale***, c'est ce qui permet d'intégrer, d'assimiler tout en respectant les diversités.

1. Les liens entre notion de nation et notion d’Etat :

La nation est une notion ***psychologique***, l'Etat est une notion ***juridique***. Qu'est ce qui les rapproche ? il y a souvent concordance dans le temps et dans l'espace : l’État nation. Ex : la France. Mais il y a aussi des nations sans Etat et des Etats sans véritable nation et des Etats multinationaux.

1. La nation va préexister à l’État

Elle est alors un ***groupe humain*** qui est doté d'une ***personnalité propre*** mais qui ne forme pas un Etat.

* Exemples : la ***nation allemande*** a existé avant de former un état, l'Etat allemand va être formé par ***Bismarck*** au ***19ème*** et qui commence le ***deuxième Reich***. En ***Italie*** à la même époque grâce à ***Garibaldi***. ***L'Israël***, création en ***1948*** d'un État à partir des sentiments nationalistes juifs.

Mais il existe des nations sans états : les ***Kurdes***, juridiquement le Kurdistan n'existe pas. Ou la nation palestinienne mais juridiquement il n'y a pas d’Etat, il y a un gouvernement, une nation mais pas de territoire reconnu par l'ONU. La ***Palestine*** n'a jamais existé en tant qu’état. Le droit international a un « principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes » : ***principe d’autodétermination***. Un peuple qui veut créer son Etat doit pouvoir le faire.

1. L'Etat est antérieur à la nation

On vise là des Etats qui sont créés sans qu'il y ait de nation.

* Exemples : les ***États-Unis***, les ***États d'Afrique*** : beaucoup des états qui sont devenus indépendants ont été découpés ou créé de manière artificielle. (***1994*** : le ***Rwanda,*** génocide *Utoo* contre les *Tootsie*, deux ethnies historiquement ennemies ont été réunies sur un même Etat).
1. Des Etats multinationaux voire communautaires

***Belgique***  (créée en ***1830***), le ***Liban***, l'ancienne ***Union soviétique***...

Aujourd'hui il y a dans le monde ***196*** Etats reconnus, ***193*** Etats appartiennent à l'ONU (***51*** Etats au départ, les derniers sont la ***Suisse***, le ***Timor***, le ***Monténégro***, et le ***Soudan du Sud***), le ***Kosovo*** n'est pas reconnu par l'ONU, et il y a des Etats officiels non membres : les ***îles Cook***, les ***îles du*** ***Niowé*** et enfin le ***Vatican***.

1. Une organisation politique

La population est soumise à un pouvoir qui s'appelle ***l'Appareil d’État***, c'est l'outil qui donne à l’État le monopole de la contrainte, cela signifie que l'état va exercer sur le plan international et sur le plan national une autorité effective. L'Etat va ***imposer ses choix politiques***, en principe démocratiques, au plan national et au plan international. Cette définition a fait dans l'histoire l'objet de controverse d'ordre philosophique sur l'Etat, deux théories dominantes :

* La ***théorie libérale*** : pour les philosophes libéraux, l'Etat est une ***structure neutre*** qui doit assurer la régulation des conflits entre les groupes de l'Etat, par un arbitrage, en principe impartial, basé sur la recherche de ***l’intérêt général***. Ce qui va amener ***Condorcet*** (***18ème siècle***) à dire « L'Etat c'est le produit de la conciliation, il ne crée pas de satisfactions totales mais il n'y a pas de mécontentement total non plus ».
* La ***philosophie marxiste*** : l'Etat est un ***Etat engagé*** (l'Anti Dühring, écrit par ***Engels*** et l’État et la révolution écrit par ***Lénine***), dans ces deux ouvrages, on trouve que l’Etat est une structure politique mis en place par la ***classe dominante*** pour assurer sa domination sur l'autre classe. Pour les marxistes la classe dominante sert son ***propre intérêt***, il n'y a pas d’intérêt général.

*# 2. Caractère juridique de l'Etat*

1. La personnalité morale de l'Etat

L'Etat est une ***personne morale***, c'est une fiction qui consiste à affirmer que si ***des personnes physiques se regroupent volontairement***, elles vont faire naître fictivement ***une nouvelle personne*** qui aura sa propre logique, sa propre gouvernance et qu'on va appeler une personne morale.

L'Etat une fois créé est distinct, il est différent de ses nationaux, il est aussi distinct du gouvernement qui dirige l'Etat, c'est ce qu'on va appeler l’***institutionnalisation***, c'est faire que l'Etat continue malgré les changements de gouvernement, malgré les changements de régime.

1. La notion de souveraineté
2. Définition :

Un pouvoir est ***souverain*** quand personne ne lui est supérieur, quand il ne reçoit pas d'ordre, quand il est supérieur à tout le monde et qu'il peut donner des ordres à tout le monde.

1. Conséquence

A l'extérieur de l'Etat, personne n'est supérieur à un Etat souverain, tous les états sont sur un pied d'égalité, ils sont tous égaux en droit international. Les ***193*** états reconnus par l'ONU ont une voix chacun à l'assemblée générale à l'ONU. Mais ***5 Etats ont le droit de véto***, appartiennent au ***conseil de sécurité***. Membres permanents : ***Chine***, ***France***, ***Angleterre***, ***Russie*** et ***États-Unis***, les 5 qui ont gagné la ***seconde guerre mondiale***.

À l'intérieur de l'Etat, tous les membres doivent obéir à l'état, et si on n’obéit pas à l'Etat, et bien l'Etat imposera le monopole de la contrainte pour imposer ses règles (***police*** et ***justice***).

1. Les fondements de la souveraineté

Domaine de la ***philosophie politique***. Il y a deux doctrines qui se succèdent :

- ***Théocratique***: ***Saint-Augustin*** (***354-430***) va établir la notion de ***monarchie de droit divin*** : considère qu'il y a dans le monde un ordre naturel d'origine divine et qui critique et justifie le pouvoir. Le pouvoir de dieu va se transmettre dans le ***corps du roi*** qui devient son ***représentant***. Et cette représentation se manifeste dans une cérémonie : le ***sacre***. Le roi n'est roi qu’après le sacre, tant qu'il n'est pas sacré il n'est pas roi. Le futur roi va recevoir dans cette cérémonie plusieurs représentations de dieu : le ***pouvoir par le sceptre***, l'***universalité par une sphère***, ***l'onction divine : signe de croix sur son front***. Tout pouvoir vient de dieu. Cette philosophie va commencer à se fragiliser ***: laïcisation du pouvoir*** qui va commencer quand les ***philosophies protestantes*** vont intervenir avec notamment ***Luther*** et ***Calvin***.

- ***Démocratique*** : apparaît au ***17ème*** mais n'a pas le même sens pour tous.

**\*** ***Démocratie libérale*** :

***\*\* Souveraineté populaire*** : portée par ***Jean Jacques Rousseau*** qui va la développer dans deux ouvrages : Du contrat social et Discours sur l'inégalité entre les hommes. Il dit que la souveraineté appartient au peuple mais ***chaque individu possède une fraction de cette souveraineté*** du fait même qu'il appartient au peuple. La conséquence c'est que chacun a le droit d'exprimer sa volonté à tout moment sur tout sujet du fait même qu'il est membre du peuple. Théorie de ***l’électorat Droit***. On va le retrouver dans la constitution de ***1793*** : l'an I.

***\*\* Souveraineté nationale*** : son défenseur est ***Montesquieu***, il dit que le titulaire de la souveraineté c'est la nation et il fait une distinction entre la notion de ***peuple***, qui est une ***somme arithmétique d'individus*** et la notion de ***nation*** qui est une ***entité idéale à qui on va reconnaître une existence propre*** et qui va sublimer le peuple et c'est à cette nation qu'on va reconnaître le droit de définir ce qui concourt au bien-être du peuple, c'est ce qu'on va appeler la théorie de ***l’électorat Fonction*** : le vote est un droit qui sert à désigner des représentants du peuple qui vont par là même devenir des représentants de la nation. Le vote devient un moyen de gestion de la représentation de la nation ce qui fait qu'à certain moment on va ***exclure des catégories complètes de personnes*** qu'on ne considère pas comme citoyens : les femmes et les pauvres grâce à un ***vote censitaire*** qui a exclu des personnes à cause de leur manque de contributions aux impôts.

***\* Démocratie populaire*** : distinction qui repose sur la question des libertés, ici issue de la ***philosophie marxiste***. Pour eux les libertés de ***1789*** (la ***Déclaration des droits de l'homme et du citoyen***) sont formelles, ***affirmations abstraites*** dans le but de créer l'***illusion***. Ces libertés considérées comme des notions intemporelles sont une conception erronée de la liberté qui devrait être intégrée dans le contexte historique : ***matérialisme historique*** (on ne peut comprendre une situation sans regarder le contexte).
C'est un retournement complet dans les relations entre l'état et les libertés. Pour un libéral, ***la liberté préexiste*** et le rôle de l’État est d'éviter qu'on y porte atteinte. Pour un marxiste, ***la liberté se crée*** et l'Etat doit permettre cette création. Dans une démocratie populaire le but est la création de ***vraies libertés accessibles à tous*** : liberté d'avoir un logement, de se chauffer, de manger tous les jours, quitte à un moment à tourner le dos aux libertés bourgeoises fondamentales.

**Section II** : La forme de l'État, l'organisation des Etats

Une souveraineté concentrée à un seul niveau ou une souveraineté à plusieurs niveaux.

→ Souveraineté à un niveau : ***Etat unitaire*** (décentralisé)

→ Souveraineté à plusieurs niveaux : ***confédération*** / ***fédération***

*# 1. Confédération*

Cela signifie que l'on va ***s'unir*** contre quelque chose, c'est un ***mariage de raison***, forme ***d'Etats composés***. La confédération est souvent le ***premier stade*** par lequel passent des Etats indépendants qui veulent renforcer les liens qui les unissent pour faire face à des puissants extérieurs. (ex ***: l'Union Européenne*** qui s'est créée au départ contre l'idée d'une nouvelle guerre, et pour se protéger des deux blocs : USA et soviétique).

Ça peut être le ***dernier stade*** par lequel vont passer les états pour ***rompre leurs liens historiques***.

Ex : La ***CEI*** (**C**onfédération des **E**tats **I**ndépendants)

1. La définition constitutionnelle de la confédération

C'est une ***assemblée d'Etats*** qui conservent l’intégralité de leur indépendance et de leur souveraineté mais qui acceptent volontairement d'abandonner une partie de leur prérogative à des ***organes confédéraux communs***. Nous sommes donc en face d'une ***alliance internationale*** dotée d'organes permanents, ce n'est pas un super Etat qui viendrait se superposer aux états membres mais qui collabore autour de quelques organes communs en confiant des délégations de souveraineté : un pacte confédéral. (Europe : ***traités de Lisbonne***, de ***Maastricht***, etc…).

1. L'organisation confédérale

Il y a ***trois composantes*** d'une organisation confédérale :

* ***L'assemblée de la confédération***, c'est une conférence diplomatique où siègent les représentants des différents états, ces représentants se retrouvent de manière régulière.
* Ces représentants ont un ***mandat impératif*** ce qui veut dire qu'ils viennent avec des consignes, ils défendent leur état.
* La ***majorité qualifiée*** : majorité plus complexe à obtenir que la majorité absolue : supérieure à 1/2. Conséquence : souveraineté très peu entamée, ***les Etats gardent beaucoup de pouvoirs***, en matière fiscale, chaque état fait ce qu'il veut, ***la confédération ne peut pas décider des impôts.*** Les Etats membres sont des écrans entre la confédération et les citoyens.
1. Valeur du procédé confédéral
2. L’exemple américain :

***4 juillet 1776*** : les ***déclarations d'indépendances des États-Unis***, chaque Etat va signer sa déclaration d'indépendance, ***13 colonies affirment*** séparément leur indépendance. Guerre immédiate avec la ***Grande-Bretagne qui refuse cette indépendance.***

***Novembre 1777*** : rédaction des articles de la confédération : chaque colonie va devoir adopter ces articles, il faudra ***4 ans***. Les 13 acceptent de se retrouver dans une assemblée confédérale qui va s'appeler le ***Congrès***, chaque Etat aura un ***délégué*** au sein du Congrès. Chaque représentant a un mandat impératif, la majorité doit être prise à 9/13 ou unanimité ce qui veut dire que chaque Etat a un droit de véto.

***Objectifs*** : règlement des problèmes internationaux, défense commune, assistance mutuelle en cas d'attaque, mais il y a beaucoup de handicaps : il n'y a ***pas de pouvoir budgétaire*** et les Etats tardent à payer leur contribution à la confédération. La France les a aidés : ***La Fayette*** avec ***Benjamin Franklin*** qui était ambassadeur des États-Unis à Paris. ***Réglementation du commerce*** : taxes quand ils se vendaient entre eux. Le pacte confédéral ne peut être modifié qu'à l'unanimité, véto systématique. ***Hamilton*** : « La confédération américaine repose sur la nécessité du concours de 13 volontés souveraines ».

1. D'autres exemples :

La confédération est un ***système instable***, fragile où il y a de l'indiscipline des Etats, où l’égoïsme l'emporte sur l’intérêt général et où la volonté d'émancipation l'emporte sur la volonté de construire ensemble.

1. Confédération germanique

***1815*** : ***Congrès de Vienne*** organise l'***Allemagne*** en confédération qui aboutit vite à des dissensions ***Prusse/Autriche*** : guerre, éclatement : ***1866***, ***bataille de Sadowa***, ***victoire de la Prusse***, création de la ***nouvelle confédération de l'Allemagne du nord*** qui va disparaître en ***1871*** avec la ***victoire de la Prusse sur la France*** ; confédération fédérale allemande : ***deuxième Reich*** porté par ***Bismarck***, composé d'anciens royaumes : ***Prusse***, ***Saxe***, ***Wurtemberg***, ***Bavière***.

1. Suisse

La Suisse a gardé le nom de ***confédération helvétique*** (mais c'est une ***fédération***) elle date de ***1291***, elle va devenir une vraie confédération au sens moderne du terme en ***1815***, très vite des conflits vont apparaître entre les cantons : ***forme démocratique*** (protestants, Calvin), ***monarchique*** (catholique) → guerre ***1846-1847***, la guerre du ***Sonderbund*** (sans lien) 7 cantons catho contre le reste, qui gagne et renforce ses pouvoirs en créant une fédération ***: constitution suisse*** de ***1848*** puis ***1874.***

*# 2. Fédération*

On s'unit pour quelque chose, pour bâtir une ***autre entité***, Etat plus structuré que la confédération, mais qui reste une ***superposition de deux niveaux d'états distincts*** (Allemagne, États-Unis, Russie, Brésil, Mexique, Inde, Canada, Belgique, Autriche) (Belgique : Wallonie, Flandres, Bruxelles) (***Allemagne : 16 länder***). Dans un Etat confédéral, chaque citoyen reste avant tout citoyen de son propre Etat. Dans une fédération, chaque citoyen est d'abord citoyen de son Etat fédéral, c'est un citoyen unique.

A) L'exemple américain

1. La transformation opérée par la constitution de 1787 :

Une nouvelle constitution est adoptée par ce qui deviendra les États-Unis, elle a été écrite par ***Jefferson*** qui deviendra le ***troisième président*** des États-Unis. Il fallait dans cette constitution concilier deux impératifs contradictoires : ***ne pas mécontenter les 13 états locaux jaloux de leurs prérogatives*** et ***constituer une autorité centrale effective*** : la réponse est l'état fédéral. La constitution de ***1787*** va opérer trois grandes transformations par rapport à celle de ***1777*** :

* La dualité des organes
* Le principe de répartition des compétences
* La création de la Cour Suprême
1. La dualité des organes

Les Etats gardent leurs organes spécifiques, ils peuvent fixer librement leur organisation constitutionnelle sous réserve de deux exceptions : le ***suffrage universel*** et ***le gouvernement*** doivent avoir une ***forme républicaine*** dans chaque Etat. Mais on va aussi créer des ***organes fédéraux spécifiques au niveau central***. Chaque Etat a un ***gouverneur***, un ***congrès***, un ***système judiciaire***, et ***une constitution*** et il y a une constitution qui englobe tous les Etats.

La constitution crée une ***séparation des pouvoirs*** avec une ***organisation judiciaire fédérale***, un ***pouvoir législatif*** (Congrès) et un ***pouvoir exécutif*** avec le Président des États-Unis. Cette constitution est entrée en vigueur en ***1788*** après ratification par ***9*** Etats américains.

→ Le président des États-Unis : Le pouvoir exécutif a un lieu : la ***maison blanche*** avec son occupant qui est là pour ***4 ans*** avec possibilité d'être réélu une fois, sachant qu'en cas d'élément extraordinaire (ex : guerre) il est possible de ***rallonger le mandat*** (comme ça a été le cas pour ***Roosevelt***).
Fonctions traditionnelles du président : il est ***chef d'état***, ça veut qu'il le représente dans le monde, ***chef du pouvoir exécutif***, commandant en chef des armées (il a l'autorité sur l'arme nucléaire), ***chef de la diplomatie***, il a des missions à caractère législatif : le président peut exercer un droit de veto sur les propositions de lois émises par le Congrès, il peut aussi recommander au Congrès d'adopter les mesures qu'il estime nécessaires et opportunes pour le pays, il est ***informateur du pays*** (ce qui se traduit une fois par an : le président vient annoncer le message de l'Etat de l'union devant le Congrès : bilan de son année de président), il est ***chef de parti***.

Les rôles plus récents du président : il est devenu le ***coordinateur économique***, ***défenseur de la politique sociale***, ***pivot du système fédéral*** et il est chargé de la ***gestion des crises***.

1. La répartition des compétences

La ***constitution fédérale*** va délimiter les compétences respectives des deux niveaux : ***fédéral*** et ***fédéré***.

* Le pouvoir exécutif

Il est ***limité par le temps*** (4 ans, renouvelable une fois), il est ***sous contrôle du pouvoir judiciaire*** : on va vérifier que le président se comporte bien. Il doit éviter trois mauvais chemins : ***la trahison*** (ex : vendre la recette du coca aux chinois), ***la concussion*** : détournement de fonds publics, et le ***mauvais comportement personnel.***

* Exemples : ***l'affaire du Watergate*** en ***1972*** : ***Nixon*** est élu président et éclate un mois et demi plus tard l'affaire du Watergate. Il a placé des micros dans le local de son concurrent ***Mac Govern***. Il ***démissionne en 74***, remplacé par son vice-président : ***G. Ford***. Il démissionne pour éviter la ***procédure d’empêchement*** : elle vise par le Congrès à empêcher le rôle du président. Puis ***Clinton***, en ***1999*** il se retrouve en difficulté car il a trompé sa femme alors qu'il avait juré sur la Bible que non, le parjure a lancé la procédure d'empêchement qui a été arrêté car il a demandé pardon à la nation. Le président des E.-U. ***ne dépend pas des équilibres législatifs***, il va composer son équipe sans tenir compte des équilibres. La conséquence : le président ***ne peut pas dissoudre le congrès alors qu'en France on peut***. Concrètement, s'il arrive malheur au président, c'est son vice-président qui le succède.
* Le pouvoir législatif

***Article 1 de la section 8 de la*** ***Constitution*** qui permet de voir les pouvoirs législatifs : le ***pouvoir d'imposition***, les ***emprunts***, la ***monnaie***, le ***commerce,*** la ***création des postes de fonctionnaires dans les tribunaux fédéraux***, mais aussi un ***investissement dans la politique étrangère et militaire***. Trois domaines restent aux Etats fédérés : l'***enseignement***, ***le maintien de l'ordre***, la ***législation civile*** ***et criminelle.***

* Le pouvoir judiciaire

Dans chaque Etat il y a des ***tribunaux fédérés***, et il existe des ***tribunaux fédéraux***, quand l'affaire se situe au niveau fédéral, ce sont les tribunaux fédérés, quand l'affaire dépasse les Etats fédérés ce sont les tribunaux fédéraux (ex : ***assassinant de Kennedy***).

1. L'organisation des rapports entre les niveaux fédéral et fédéré

***Objectifs*** : garder l'autorité centrale et permettre l'existence des états fédérés. Plusieurs techniques :

→ Les Etats fédérés participent en tant que tel à la ***désignation des grands électeurs*** qui vont permettre l'élection du Président des E.-U : il n'est pas désigné directement par les électeurs, c'est une élection au ***suffrage universel indirect*** : chacun des ***50 états fédérés*** dispose d'un nombre de grands électeurs.

→ Organisation du Congrès : coexistence de deux principes de représentations au sein du Congrès : une chambre va représenter l'importance de la population (***435 représentants*** : ***1 pour 420 000 habitants***) et une autre chambre va représenter les Etats (***2 sénateurs*** ***par Etat***). Le droit fédéral l'emporte sur le droit fédéré, le droit fédéré est considéré comme un ***droit d'attribution*** (la constitution attribue des compétences au droit fédéral), ***fédéré : droit commun***.

***1860***, nouveau président : ***Lincoln***. Dans son programme quelque chose va provoquer ce qui sera la ***guerre civile*** des E.-U. : ***guerre de sécession***. Droit des Etats fédéraux incompatible avec droit fédéré : ***abolir l'esclavage*** : des états vont décider de quitter la fédération pour préserver leur équilibre économique et ils vont former une confédération, cette guerre va durer ***quatre ans***.

Plan du cours

Introduction : Mindmaping autour du mot « droit »

I/ La règle de droit

1. Elle est générale
2. Elle est permanente
3. Elle est obligatoire

II/ Quelles sont les sources de la règle de droit ?

1. La loi
2. La coutume
3. La jurisprudence
4. La doctrine

III/ Classification

* Droit privé/droit public
* Droit interne/droit international
* Droit objectif/droit subjectif
* Droit patrimonial/droit extrapatrimonial

IV/ L’originalité du droit constitutionnel

Constitution et Etat

**Chapitre 1** : la notion de constitution

Section I : Définition matérielle de la constitution

# 1. Contenu : trois règles

# 2. Distinction entre constitution écrite et constitution coutumière

1. La constitution coutumière
2. La constitution écrite

Section II : Définition organique

# 1. Constitution souple et constitution rigide

# 2. Le sens de cette distinction entre rigide et souple

**Chapitre 2** : La notion d’Etat

Section I : Définition abstraite de l’Etat

# 1. Conditions d’existence de l’Etat

1. Territoire
2. Population
3. Une organisation politique

# 2. Caractère juridique de l’Etat

1. La personnalité morale de l’Etat
2. La notion de souveraineté

Section II : La forme de l’Etat, l’organisation des Etats

# 1. Confédération

1. La définition constitutionnelle de la confédération
2. L’Organisation confédérale
3. Valeur du procédé confédéral

# 2. Fédération

1. L’exemple américain